

Augmentation des discours de haine visant les Palestiniens sur les rÃ©seaux sociaux israÃ©liens

Description

Par Nadim Nashif, 21mai 2019



IsraÃ«l est un leader mondial dans les technologies de cyber sÃ©curitÃ© et de surveillance ; sur des plateformes telles que Facebook et Twitter, IsraÃ«l utilise des systÃ¨mes de police prÃ©dictifs sur les rÃ©seaux sociaux, pour limiter de plus en plus la libertÃ© dâ??expression des Palestiniens. Ces systÃ¨mes localisent les utilisateurs en mettant en relation des caractÃ©ristiques telles que lâ??Ã¢ge, le genre et la localisation avec des mots clef comme Â« rÃ©sistance Â» et Â« martyr Â». Les autoritÃ©s israÃ©liennes ciblent alors ces utilisateurs en censurant leurs posts et leurs pages, en supprimant leurs comptes et, au pire, en les arrÃªtant.

Cela se produit en mÃªme temps que la hausse du nombre dâ??attaques en ligne contre des Palestiniens de la part dâ??IsraÃ©liens. Le gouvernement et la police israÃ©liens ignorent ces

attaques, ce qui accroÃ®t le risque de ciblage de Palestiniens hors ligne par des acteurs non Ã©tatiques.

7amleh â?? le Centre Arabe pour le DÃ©veloppement des RÃ©seaux Sociaux surveille et documente le discours raciste et discriminatoire en ligne et, au cours des trois derniÃ¨res annÃ©es, il a compilÃ© lâ??Index du Racisme dans les RÃ©seaux Sociaux IsraÃ©liens. La derniÃ¨re Ã©dition, publiÃ©e en mars 2019, montre un accroissement des posts provocateurs contre les Palestiniens sur les rÃ©seaux sociaux israÃ©liens, de tels contenus Ã©tant postÃ©s toutes les 66 secondes, contre toutes les 71 secondes en 2017.

Facebook est la principale plateforme oÃ¹ se trouvent des provocations contre les Palestiniens (66%), suivie par Twitter (16%), oÃ¹ le nombre de posts provocateurs a plus que doublÃ© depuis 2017. Au cours de lâ??annÃ©e 2018, les rÃ©seaux sociaux israÃ©liens ont publiÃ© un total de 474 250 posts insultants, racistes et provocateurs contre les Palestiniens, principalement en rÃ©fÃ©rence au vote de juillet 2018 de la loi de lâ??Ã?tat-nation qui a dÃ©clarÃ© quâ??IsraÃ«l est lâ??Ã?tat du peuple juif et a dÃ©gradÃ© lâ??arabe de langue officielle Ã un Â« statut spÃ©cial Â».

Sur Facebook, des exemples de provocations en ligne sont particuliÃ¨rement concentrÃ©s sur les pages de sites de presse israÃ©liens et de groupes de droite. Ces posts sont largement dirigÃ©s contre les membres palestiniens du Parlement, des acteurs politiques palestiniens et leurs partis politiques, et contre les citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l, y compris des personnages mainstream comme la prÃ©sentatrice des actualitÃ©s tÃ©lÃ©visÃ©es Lucy Harish. Un post sur dix contre des Â« Arabes Â», le terme employÃ© par les IsraÃ©liens pour nier lâ??identitÃ© palestinienne, contient un discours de haine ou des appels Ã une violence exercÃ©e via le viol et le meurtre.

ParallÃ¨lement, IsraÃ«l sâ??est montrÃ© impitoyable dans ses efforts pour critiquer les sociÃ©tÃ©s des rÃ©seaux sociaux et pour les menacer de mesures de coercition pour lâ??augmentation de Â« provocations Â» palestiniennes en ligne. Ce quâ??IsraÃ«l a attaquÃ© comme exemples de provocations palestiniennes est souvent douteux. Un exemple remarquable a Ã©tÃ© la poÃ©sie de Dareen Tatour, une citoyenne palestinienne dont lâ??appel Ã Â« rÃ©sister Â» aux occupants dans un poÃ¨me quâ??elle a postÃ© en ligne en octobre 2015, a donnÃ© lieu Ã prÃ¨s de trois ans dâ??assignation Ã rÃ©sidence et Ã cinq mois dâ??emprisonnement. Le gouvernement israÃ©lien a accusÃ© Tatour dâ??incitation Ã la violence et de terrorisme, dÃ©montrant par lÃ lâ??usage par IsraÃ«l dâ??une terminologie vague pour criminaliser lâ??activitÃ© en ligne lorsque cela sert ses intÃ©rÃªts discriminatoires.

En janvier 2017, le Parlement a approuvÃ© en premiÃ¨re lecture la Â« loi Facebook Â» qui garantirait aux tribunaux administratifs israÃ©liens le pouvoir de bloquer un contenu sur internet Ã©quivalant Ã de la Â« provocation Â» en ligne. La loi autoriserait lâ??effacement du contenu sâ??il Â« nuisait Ã la sÃ©curitÃ© humaine ou Ã la sÃ©curitÃ© publique, Ã©conomique, de lâ??Ã?tat ou dâ??infrastructures vitales Â». Elle sâ??applique Ã des gÃ©ants des rÃ©seaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube, aussi bien quâ??Ã des machines comme Google et elle comprendrait lâ??imposition dâ??amendes ou mÃªme lâ??interdiction dâ??opÃ©rer dans le pays.

La loi est allÃ©e jusquâ??Ã sa lecture finale en juillet 2018, avant que le premier ministre Benjamin Netanyahou nâ??exige que la loi soit reconsidÃ©rÃ©e, Ã cause de critiques locales et internationales disant quâ??elle rÃ©duirait la libertÃ© dâ??expression. Les critiques de la loi ont affirmÃ© quâ??elle aurait avant tout des effets nÃ©gatifs sur la libertÃ© de parole des Palestiniens de Cisjordanie, de la

bande de Gaza et dâ??IsraÃ«l, mais aussi sur dâ??autres citoyens israÃ©liens, du fait du caractÃ¨re vague et large des dÃ©finitions des termes de Â« provocation Â» et de Â« sÃ©curitÃ© nationale Â».

La loi manifeste lâ??influence que des Ã?tats puissants comme IsraÃ«l peuvent exercer sur des entreprises privÃ©es pour faire respecter et mener Ã bien leur programme politique â?? tout comme la sÃ©curitÃ© et le bien-Ãªtre des Palestiniens sont mÃ©prisÃ©s et nÃ©gligÃ©s par les autoritÃ©s israÃ©liennes.

Recommandations de politique publique

â?¢ Facebook et toutes les autres plateformes doivent dÃ©velopper et imposer des politiques modÃ©ratrices pour un contenu juste et efficace.

â?¢ Le gouvernement israÃ©lien devrait agir contre la rhÃ©torique raciste en ligne et appliquer des mesures de protection des Palestiniens.

â?¢ La sociÃ©tÃ© civile et les militants devraient poursuivre leurs efforts coordonnÃ©s pour surveiller, documenter, analyser et faire des rapports sur le racisme en ligne et sur le discours de haine.

â?¢ La communautÃ© des donateurs devrait financer des projets soutenant le dÃ©veloppement de rÃ©seaux indÃ©pendants de surveillance et de militants de la sÃ©curitÃ© digitale. De tels engagements accroitraient la capacitÃ© des Palestiniens Ã exercer leur droit Ã sâ??exprimer en ligne en toute sÃ©curitÃ©.

Nadim Nashif, politologue associÃ© Ã Al-Shabaka, est le directeur exÃ©cutif de 7amleh, le Centre Arabe pour le DÃ©veloppement des RÃ©seaux Sociaux. Il travaille depuis 20 ans sur les questions de la jeunesse et du dÃ©veloppement communautaire. Nadim a fondÃ© Baladna, lâ??Association pour la Jeunesse Arabe, dont il a Ã©tÃ© directeur. Il a fondÃ© et coordonnÃ© la branche jeunesse du parti politique AssemblÃ©e Nationale DÃ©mocratique Arabe, avant de devenir directeur du ComitÃ© pour lâ??Orientation PÃ©dagogique des Ã?tudiants Arabes. Il a aussi Ã©tÃ© administrateur de plusieurs ONG palestiniennes et internationales, dont Ittijah et Action des Jeunes pour la Paix dont il a Ã©tÃ© prÃ©sident.

Traduction: SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source: Al-Shabaka

date crÃ©Ã©e
2019/05/22